

On peut considérer les rapports qui existent entre la société et l'héritage culturel selon différents points de vue. Mon propos est de traiter un aspect particulier de ces rapports : la réalisation, sur ce plan pratique, d'opérations de sauvegarde d'ensembles urbains et l'étude des possibilités de réanimation.

La mise en valeur des monuments historiques, aussi bien sur le plan culturel et historique que sur le plan fonctionnel et économique, est l'objet d'analyses et d'études des services compétents créés dans ce but. Ces services demandent qu'on leur donne le temps et les moyens financiers et matériels, indispensables pour mener à bien leur travail. Si l'une de ces deux conditions n'est pas remplie, quelle que soit la compétence de ces services, leur travail dans le domaine de la sauvegarde sera réduit à la réalisation hâtive et forcée d'opérations limitées pour répondre à des impératifs d'urgence ou aux désirs des promoteurs, publics ou privés. Le pouvoir de l'argent et l'urgence des besoins conditionnent donc souvent ces opérations ce qui explique pourquoi les services de sauvegarde se limitent surtout à la mise en valeur d'ensembles connus.

Le manque de temps et de moyens financiers pour les opérations de sauvegarde et de réanimation est souvent dû à la carence d'une préparation scientifique de ces opérations, à une conception théorique incorrecte de ces phénomènes et à une réalisation routinière dans la pratique. Souvent, les intérêts immédiats de communautés ou d'individus s'opposent à la conservation et à la restauration de monuments. Les services de protection, cependant, ne doivent pas rester à l'écart des mouvements sociaux, ni en constituer le frein systématique. Ils doivent se laisser pénétrer par les courants progressifs dans leurs rapports professionnels et idéologiques avec la matière qu'ils étudient et dont ils sont responsables devant la société.

Une conception réaliste, et non pas romantique, de la signification des monuments et des ensembles anciens et de leur rôle, selon le niveau de vie et le degré de civilisation, est la condition première de toute politique efficace et de tout progrès dans la sauvegarde et la réanimation des monuments.

Dans cette optique, il est primordial de coordonner — par l'entremise des services auxquels ils appartiennent —, le travail des architectes, des urbanistes et d'autres spécialistes concernés avec celui des institutions chargées des études théoriques de conservation et de restauration des monuments. Une telle collaboration est stimulante pour tous les intéressés.

D'autre part, la recherche d'une nouvelle unité, la synthèse à effectuer entre les intérêts particuliers d'un milieu donné et des intérêts plus larges et l'élaboration de principes généraux et techniques sont les conditions indispensables à la sauvegarde des monuments, en respectant leurs particularités. Cette collaboration doit être bienveillante et fondée sur la connaissance et la compréhension des problèmes fondamentaux.

Les opérations de sauvegarde ne doivent donc pas être motivées par les intérêts particuliers d'un service ou d'une profession, mais avoir pour but de conserver l'unité et de contribuer au développement harmonieux d'un ensemble ou d'une agglomération...

Novi Sad nous offre l'exemple concret d'une réalisation effectuée grâce à la collaboration étroite de différents services. Cette ville est située au bord du Danube, à 70 kilomètres au nord-ouest de Belgrade. Son noyau ancien est composé de constructions qui n'ont pas une valeur architecturale et artistique particulièrement grande mais, dans son ensemble, il a conservé l'atmosphère caractéristique des villes de Voïvodine à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle.

Il fallait donc harmoniser la composition du noyau urbain central, ensemble commercial et économique encore très animé, avec la structure des nouveaux quartiers de la ville.

Il fallait éviter la monotonie et le schématisme des ensembles neufs en soulignant tout ce qui peut différencier une ville d'une autre. La composition de la ville, inachevée, devrait être complétée et permettre en même temps son développement harmonieux.

La complexité de cette opération de sauvegarde et de mise en valeur venait de ce qu'il fallait faire une étude fine et attentive du milieu donné, au point de vue architectural, urbanistique, économique, social, culturel et historique. Des mesures de conservation, d'assainissement et de reconversion de l'espace traité devaient être proposées.

Les résultats ne pourront vraiment être évalués qu'à la fin de cette opération. Mais on peut cependant dire, dès à présent, que les conditions nécessaires avaient été réunies et les différents facteurs coordonnés pour concourir au succès de cette réalisation. Cet exemple illustre les rapports qui existent, en Yougoslavie, entre la société et l'héritage culturel.

Slobodan JOVANOVIĆ,
Yougoslavie.